
Les chaînes européennes d'information internationale censurées en Iran

Description

Si les Etats membres de l'Union européenne ont adopté en mars 2010, à l'initiative de la France, une déclaration commune condamnant le brouillage par l'Iran de la réception des télévisions et radios internationales, aucune mesure concrète de représailles n'a été adoptée.

La réception de BBC et Deutch Welle, chaînes de télévision à destination de l'étranger est brouillée en Iran depuis le mois de décembre 2009 (voir le n°13 de *La revue européenne des médias* hiver 2009- 2010). Le 11 février 2010, jour anniversaire de la Révolution islamique, la retransmission, par le satellite Hotbird (Eutelsat) de près de 70 services de radio et de télévision étrangers, a été perturbée. A chaque manifestation de l'opposition, sont visés par la censure les programmes émis en persan de la Deutsche Welle et de BBC Persian TV, lancés en janvier 2009 (voir le n° 9 de *La revue européenne des médias* hiver 2008-2009), ce qui n'empêche pas leur audience de croître depuis les élections post-électorales de juin 2009. Le signal de la radio internationale américaine Voice of America est également victime d'interférences. L'Union internationale des télécommunications (UIT) a été saisie de l'affaire, à l'initiative d'Eutelsat, mais cette organisation internationale n'a aucun pouvoir de sanction.

Selon un politologue iranien, ce sont surtout les émissions radio de la BBC en persan, dont les informations peuvent être reçues sur un téléphone portable, qui «donnent le la». Pour contourner la censure, les télévisions et les radios internationales ont dupliqué leur diffusion grâce à deux émetteurs, obligeant ainsi les Iraniens à prendre le risque de déplacer leurs antennes satellitaires. Selon Reporters sans frontières, l'Iran serait devenu l'un des pays les plus répressifs au monde, après la Chine et le Vietnam.

A la mi-mars 2010, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire de leurs ministres des Affaires étrangères respectifs, ont demandé aux membres de l'Union européenne de prendre des mesures de sanction envers l'Iran afin que cesse le brouillage des chaînes d'information internationales. Les trois pays européens souhaitent également que soit interdite la commercialisation vers l'Iran des outils permettant de censurer la diffusion de messages sur Internet et sur les téléphones portables.

La filiale commune au finlandais Nokia et à l'allemand Siemens, Nokia Siemens Networks (NSN) est soupçonnée, notamment par le prix Nobel de la paix, l'avocate iranienne Shirin Ebadi, d'avoir commercialisé des logiciels de filtrage des conversations et des SMS sur téléphone portable, un moyen de

communication trè̀s utilisè̀e par les opposants au pouvoir en place (voir le n°12 de *La revue européenne des mè̀dias*, automne 2009). De mè̀me, le magazine finlandais Voima a dè̀noncè̀e la vente à̀ l'è̀Iran de la technologie Nokia Lawful Interception Gateway (LIG), outil de surveillance du trafic Internet sur les tè̀lè̀phones portables. Ce à̀ quoi NSN a rè̀pondu que le systè̀me effectivement vendu à̀ l'è̀Iran en 2008 ne pouvait pas servir à̀ la censure, ni sur Internet, ni sur le rè̀seau mobile GSM. Toutefois, l'è̀quipementier de tè̀lè̀communications a reconnu que LIG permet aux autoritè̀s de surveiller les communications, comme sur tous les rè̀seaux du monde, afin de lutter contre la criminalitè̀, mais il s'è̀st dè̀fendu d'è̀tre avoir fourni cette technologie-là̀ à̀ l'è̀Iran. En juin 2009, NSN avait dù, admettre que le systè̀me vendu à̀ Tèhè̀ran permettait d'è̀couter les conversations tè̀lè̀phoniques mais non, en revanche, de surveiller les flux sur Internet.

Shirin Ebadi dè̀nonce è̀galement la politique menè̀e par les pays europè̀ens vis-à̀-vis de l'è̀Iran, qui consiste, selon elle, à̀ se prè̀occuper exclusivement du nuclè̀aire au dè̀triment de mesures de soutien à̀ l'è̀opposition. Elle a è̀galement accusè̀e la sociè̀tè̀ europè̀enne de satellite Eutelsat de rè̀pondre favorablement aux demandes du rè̀gime iranien d'è̀interrompre la diffusion de la BBC et de Voice of America. Ainsi, les Etats membres de l'è̀Union europè̀enne ont dè̀clarè̀e vouloir mettre fin aux atteintes à̀ la libertè̀ d'è̀expression par le brouillage des programmes è̀trangers recè̀us en Iran. Dans une dè̀claration commune en date du 22 mars 2010, les ministres europè̀ens des Affaires è̀trangè̀res ont dè̀clarè̀e que *«l'è̀Union europè̀enne appelle les autoritè̀s iraniennes à̀ arrè̀ter de brouiller la diffusion satellitaire et de censurer Internet, et à̀ mettre un terme immè̀diatement à̀ cette interfè̀rence è̀lectronique»*. Mais aucune mesure prè̀cise n'è̀tè̀ è̀noncè̀e sur la faè̀on d'è̀interdire l'è̀exportation de technologies permettant le contrò̀le des moyens de communication en Iran. Aux Etats-Unis, le prè̀sident Barack Obama, s'è̀xprimant à̀ l'è̀occasion du nouvel an iranien (Norouz), le 20 mars 2010, a affirmè̀e la volontè̀ de son pays d'è̀«ouvrir è̀ garantir que les Iraniens puissent avoir accè̀s à̀ la technomogie Internet, ce qui les rendra è̀ m'è̀me de communiquer entre eux et avec le monde, sans peur de la censure». En mars 2010, le quotidien *New York Times* annonè̀ait que le gouvernement amè̀ricain allait dè̀livrer aux entreprises de technologies Internet des autorisations d'è̀exporter leurs services gratuits et leurs logiciels grand public vers l'è̀Iran, Cuba et le Soudan. Selon un haut responsable gouvernemental, *«plus les gens ont accè̀s à̀ un è̀ventail de services et de technologies en ligne, plus dur cela devient pour le gouvernement iranien de rè̀primer leur parole et la libertè̀ d'è̀expression»*. Facebook et Twitter en ont administrè̀e la preuve tout au long des manifestations contre les rè̀sultats des è̀lections prè̀sidentielles en Iran.

Rè̀unis pour è̀tudier la plainte dè̀posè̀e par Eutelsat fin mars 2010, les douze experts du comitè̀ du rè̀glement *«ont appelè̀e l'è̀administration iranienne à̀ poursuivre ses efforts pour localiser la source du brouillage et pour è̀liminer en donnant à̀ cette question la prioritè̀ la plus haute»*. Mais le porte-parole de l'è̀agence spè̀cialisè̀e de l'è̀ONU pour les tè̀lè̀communications, Sanjay Acharya, a è̀galement indiquè̀e que l'è̀UIT ne pourrait pas faire de recommandations à̀ l'è̀gard de l'è̀Iran avant janvier-fè̀vrier 2012, date de sa prochaine confè̀rence mondiale.

Alors que la chaî̀ne France 24 couvre les è̀vè̀nements liè̀s au mouvement d'è̀opposition, dè̀clencheè̀s

depuis juin 2009, en relayant notamment des images d'amateurs et des informations en provenance des réseaux sociaux par l'intermédiaire de son site Internet, qui compte entre 20 000 et 30 000 connexions par mois, celui-ci n'est plus accessible pour les Iraniens depuis début avril 2010.

Il convient aussi de noter qu'en février 2010, la chaîne française a envoyé l'un de ses représentants en Côte d'Ivoire afin de faire amende honorable auprès du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA), s'engageant à « prendre des dispositions pour un traitement plus professionnel de l'information sur la Côte d'Ivoire », engagement confirmé par courrier par la direction générale de la chaîne. La diffusion de France 24 avait été suspendue durant dix jours par le CNCA pour avoir « procédé à un traitement déséquilibré et non professionnel de l'information » au sujet de la dissolution de la Commission électorale indépendante (CEI) et du gouvernement par le président Laurent Gbagbo.

Sources :

- « France 24/diffusion », *La Correspondance de la Presse*, 4 mars 2010.
- « Nokia Siemens assure que son système vendu à l'Iran ne peut pas surveiller Internet sur les mobiles », AFP, tv5.org, 5 mars 2010.
- « Les Etats-Unis vont autoriser l'export de services Internet vers l'Iran, Cuba et le Soudan », AFP, tv5.org, 8 mars 2010.
- « L'Europe menace de sanctionner l'Iran pour le brouillage des chaînes étrangères », Delphine Minoui, *Le Figaro*, 17 mars 2010.
- « Censure de l'opposition en Iran : les Européens préparent une riposte », AFP, tv5.org, 17 mars 2010.
- « Iran : Obama s'engage à "ouvrir pour un Internet libre de censure" », AFP, tv5.org, 20 mars 2010.
- « L'Iran brouille le trafic des médias européens », Jean-Pierre Perrillat, *Libération* 23 mars 2010.
- « Les Européens veulent limiter les moyens de censure du régime iranien », Jean-Pierre Stroobants, *Le Monde*, 24 mars 2010.
- « Iran/Union internationale des télécommunications (UIT) », *La Correspondance de la Presse*, 29 mars 2010.
- « Le site Internet de France 24 inaccessible depuis le territoire iranien », AFP, tv5.org, 2 avril 2010.

Categorie

1. Usages

date création

20 mars 2010

Auteur

française